

## Après la journée de grève et de manifestation historique du 19 janvier Faisons encore mieux le 31 ! Toutes et tous ensemble obtenons le retrait du projet Macron-Borne

### Un rejet massif

Les manifestations du 19 janvier ont été massives, sans équivalent depuis 2010 au moins. Même le ministère de l'Intérieur reconnaît que le million de manifestant.es a été largement dépassé. La grève a été majoritaire dans l'éducation nationale (70% dans le premier degré), extrêmement suivie à la SNCF ou encore à la RATP. Dans la fonction publique d'Etat, le taux moyen de grévistes était de 30%. Les salarié.es du privé se sont également mobilisé.es : 2500 grévistes chez Airbus à Toulouse, 10 000 grévistes chez Orange etc. Cela confirme que le projet de Macron et Borne est massivement rejeté, car il n'est ni nécessaire, ni juste. Contrairement aux mensonges que répète à l'envi le gouvernement, le financement de notre système de retraites n'est pas menacé. Le président du Conseil d'Orientation des Retraites l'a confirmé lors de son audition devant la commission des finances de l'Assemblée Nationale le 19 janvier : « *Les dépenses de retraites sont globalement stabilisées et même à très long terme, elles diminuent dans 3 hypothèses sur 4. [...] Donc les dépenses de retraites ne dérapent pas, elles sont relativement maîtrisées* ». Si Macron et Borne s'en prennent à nos retraites, c'est pour un tout autre objectif : compenser les nouvelles réductions d'impôts accordées aux entreprises sans trop accroître le déficit public. Le gouvernement prend directement dans nos poches pour assurer les profits d'une minorité. Et les mesures de « justice » qu'il met en avant sont un trompe-l'œil. Le nouveau dispositif « carrière longue » aboutirait à ce que les salarié.es qui ont commencé à travailler à 20 ans doivent cotiser 44 ans, contre 43 pour le reste de la population. Le minimum de pension à 85% du SMIC, soit 1200 euros brut, ne bénéficiera même pas à toutes et tous les retraité.es actuels... Quant à l'index sur l'emploi des seniors, il sera tout aussi peu contraignant pour les entreprises que l'est actuellement l'index sur l'égalité femmes/hommes.



### Amplifier la mobilisation pour gagner

La mobilisation a démarré plus fort encore que le mouvement de 2019 qui avait mis en échec le projet de retraite à points. Déjà, des parlementaires soutenant la majorité actuelle font défection et annoncent qu'elles et ils ne voteront pas le texte.

Nous pouvons donc obtenir le retrait du projet si la mobilisation s'amplifie dans les jours et les semaines à venir. Toutes les confédérations syndicales appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestation le mardi 31 janvier. Chacun et chacune, nous devons convaincre nos ami.es, collègues, parent.es d'y participer afin qu'elle soit plus massive encore que le 19 janvier. Réunissons-nous ensuite en assemblée générale pour discuter de la reconduction de la grève après le 31 janvier. Les salarié.es des raffineries mettent par exemple en discussion l'arrêt de la production à partir du 6 février, date à laquelle débutera le débat parlementaire. Nous savons que perdre des journées de salaire dans ce contexte de flambée des prix est difficile, et nos syndicats organisent dès à présent des caisses de grève pour en limiter l'ampleur. Mais ces quelques journées perdues peuvent nous faire gagner deux années de retraites !

### Alors le 31 janvier, et après, toutes et tous en grève et en manifestation pour exiger :

- Le retrait du projet Macron-Borne qui reporte à 64 ans l'âge de départ à la retraite ;
- Le maintien de tous les régimes de retraite avec amélioration des dispositions actuelles ;
- Le retour à la retraite à 60 ans, à taux plein, et à partir de 55 ans pour les salarié.es exposé.es aux métiers pénibles ;
- L'indexation des pensions sur l'évolution des prix et des salaires ;
- L'augmentation des traitements et l'intégration des primes ;
- Une politique volontariste d'égalité salariale femmes-hommes, améliorant la retraite des femmes et abondant les ressources des régimes. Ce sont les salaires qu'il faut augmenter, pas l'âge de la retraite !
- La fin des exonérations de cotisations patronales pour abonder les ressources des régimes de retraite